

**ABYMES**



**CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE**  
Rue du Général Delacroix  
97139 ABYMES  
Tél. : 05 90 20 81 00

## **LETTRE DE CONSULTATION**

**Marché n°2023-02/CCAS/EHPAD/2023/11/14**

### **ACQUISITION D'UNE SÉCHEUSE REPASSEUSE REMPLACEMENT D'UNE MACHINE ESSOREUSE ASEPTIQUE POUR LES APPLICATIONS DE BUANDERIE INTÉGRÉE POUR L'EHPAD JEREMIE JALTON DES ABYMES**

**Marché passé en procédure adaptée  
en application des dispositions  
de l'article R.2123-1 1° du code de la commande publique**

**Date limite de remise des offres : *le jeudi 14 décembre 2023 à 12 heures***

## **1 – Nom de l'organisme acheteur**

**Pouvoir adjudicateur :**       **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) des Abymes**  
Rue Général Delacroix  
97139 Les ABYMES  
Tél. : 05 90 20 81 00 Fax. 05 90 20 25 40

**Personne responsable du marché :** Le Président du CCAS

**Comptable assignataire :** Le Comptable public de Cap Excellence

Établissement public local à caractère administratif, le CCAS des Abymes est constitué de trois établissements distincts avec budget autonome : Le CCAS Siège ; L'EHPAD Jérémie JALTON (établissement d'hébergement de personnes âgées dépendantes) et, le SSIAD (Services Infirmiers de Soins à Domicile).

### **1.1 GENERALITES**

Le titulaire pourra répondre à un ou plusieurs lots une sècheuse-repasseuse pour les applications de la buanderie de l'EHPAD Jérémie JALTON, avec pour objectif un meilleur traitement du linge plat, des vêtements des résidents et des tenues de travail des personnels de l'EHPAD et du SSIAD.

Cette solution permettra de répondre aux attentes des acteurs principaux de l'établissement :

- ⇒ Le résident,
- ⇒ Le personnel soignant,

Cette sècheuse-repasseuses d'une dimension située entre 1,22et 1,25 mètres en façade et sur les côtés, elle devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- Rendement optimal :
  - Quantité de linge traité dans un temps réduit,
- Utilisation intuitive :
  - Equipée d'un régulateur PID qui permet de régler la température, garantissant une meilleure distribution,
  - Démarrage et arrêt par commande à pied,
  - Arrêt automatique lorsque l'appareil n'est pas utilisé,
- 
- **Système de sécurité :**
  - La variation de fréquence pouvant contrôler la vitesse,
  - Equipée en ventilateur d'évacuation pour enlever l'humidité de la repasseuse
  - Signalisation de dysfonctionnement par alarme et arrêt d'urgence

# **Centre Communal d'Action Sociale des Abymes**

*Marchés publics en procédure adaptée (article 2023-1)*

## **CONDITIONS GENERALES D'ACHAT**

### **Article 1 : CADRE CONTRACTUEL**

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'Article R-2123-1 DU Code de la commande publique.

La présente commande est également soumise aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) – décret n° 2021-357 du 30 mars 2021.

Ordre de priorité des documents :

- Dispositions particulières figurant au recto
- Dispositions des conditions générales d'achat
- Dispositions du CCAGG/FCS

En acceptant la commande le titulaire renonce définitivement à l'application de ses conditions générales d'achat – à quelque moment ou sous quelque forme qu'elles puissent être ou avoir été présentées.

### **Article 2 – GARANTIE**

Toutes les fournitures objet de la commande sont garanties dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG/FCS. Sauf indication contraire figurant dans les conditions particulières au recto, la durée de la garantie est de 1 an à compter de la date d'acceptation de la fourniture.

### **Article 3 – LIVRAISON**

Sauf indications contraires figurant au recto, toutes les livraisons sont à effectuer : l'EHPAD Jérémie JALTON, rue Marcel Remblière - Dothémare - 97139 Les Abymes, pendant les heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 – 14h30.

Les livraisons sont effectuées franco de port et d'emballage.

Elles devront être accompagnées d'un bordereau de livraison permettant l'identification de la fourniture dont : référence de la commande – désignation, référence et quantité (un bordereau par colis et un bordereau récapitulatif en cas de colisage multiple).

Les fournitures visiblement détériorées ou non conformes ne seront pas acceptées. Celles reconnues défectueuses ou non conformes dans le cadre des opérations de vérifications seront retournées ultérieurement au frais du titulaire.

### **Article 4 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION**

Ces opérations seront effectuées dans les conditions de l'article 27 à 30 du CCAG/FCS. Les délais ouverts au pouvoir adjudicateur sont – sauf indications contraires figurant au recto – de 15 jours à compter de la date de livraison des fournitures.

La date de notification de l'acceptation des fournitures, vaut date de transfert de propriété. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà des délais ouverts vaut acceptation sans réserves.

### **Article 5 – DELAIS – PENALITES**

S'ils ne sont pas fixés en date calendaire, les délais s'exécutent à compter de la date de notification de la commande.

En cas de dépassement des délais – et sauf dispositions contraires figurant au recto - le titulaire encoure sans mise en demeure préalable les pénalités calculées selon les dispositions de l'article 14-1 du CCAG/FCS.

#### **Article 6 – PRIX**

Sauf indications contraires figurant au recto, les prix de la présente commande sont fermes (non révisables et non actualisables).

Si la commande a été notifiée au-delà du délai d'option – qui ne saurait être inférieur à 90 jours – fixé par le titulaire, celui-ci pourra la refuser, dans un délai maximum de 5 jours après sa notification.

Au-delà de ce délai il sera réputé avoir accepté la commande dans les conditions fixées par les présentes.

#### **Article 7 – FACTURATION**

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La raison sociale, le siège social et l'adresse du titulaire ;
- Les numéros SIRET, SIREN ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement (accompagnées d'un RIB) ;
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation claire de la prestation exécutée ;
- Le montant hors taxes des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Le prix des prestations accessoires ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total T.T.C. des prestations livrées.

#### **Article 8 – PAIEMENTS**

Les paiements seront effectués au compte du titulaire indiqué lors de la facturation. Les factures seront déposées sur la plateforme CHORUS, accompagnées d'un RIB, d'un extrait Kbis et d'une fiche INSEE.

Le délai global de paiement est fixé entre 30 jours et 60 jours maximum.

#### **Article 9 – RESILIATION**

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées le CCGA/FCS.

#### **Article 10 – RESPECT DE LA LEGISLATION ET DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit à ses torts exclusifs :

- Qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L-2141-7 à L-2141-10 du Code de la commande publique ;
- Qu'il ne lui a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés publics de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

#### **Article 11 – MARCHES D'INFORMATIQUE ET DE BUREAUTIQUE**

Les dispositions du chapitre VII du CCAG/FCS peuvent être applicables à la présente commande, sous réserve que les dispositions particulières fixées au recto le prévoient.

#### **Article 12 – REGLEMENT DES LITIGES**

Le présent marché est soumis aux dispositions prévues par les articles R-2197-1 et suivants (Comité Consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics) et L-2197 (arbitrage) du Code de la commande publique.

A défaut tout litige survenant dans l'exécution du présent marché relève de la seule compétence des tribunaux de l'ordre administratif.

**Article 13 – DATE D'EFFET**

La date de notification de la présente commande vaut date d'effet du marché.

**Article 14 – INTRODUCTION DES VOIES DE RECOURS.**

En cas de litige, le tribunal administratif français est seul compétent. Si un litige opposant le prestataire et le CCAS ne trouve pas de règlement amiable, le tribunal administratif compétent est celui de Basse-Terre.

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- a) Toute décision administrative peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le délai de recours contentieux lorsqu'il est formé avant l'expiration de ce délai.
- b) Un recours en excès de pouvoir peut être exercé (et être éventuellement assorti d'une demande en référé suspension des actes attaqués dans le même délai) : le délai est de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision contestée.
- c) Référé précontractuel : peut être introduit jusqu'à la signature du marché (art. L551-1 du code de justice administrative).
- d) En cas d'urgence : référé liberté et référé conservatoire (art. L521-2 et L521-3 du code de justice administrative)
- e) Un recours en plein contentieux peut être introduit par le titulaire après la notification du marché.

**En acceptant la commande le titulaire accepte sans réserve l'ensemble des dispositions précédentes.**